



Arrêt

n° 58 208 du 21 mars 2011
dans l'affaire x / III

En cause : x

Ayant élu domicile : x

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 17 novembre 2010 par x, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de « *la décision mettant fin au droit de séjour avec ordre de quitter le territoire, prise par le Secrétaire d'état à la Politique de migration et d'asile, en date du 29 juillet 2010 et lui notifiée, le 18.10.2010* ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu le mémoire en réplique.

Vu l'ordonnance du 24 janvier 2011 convoquant les parties à l'audience du 25 février 2011.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me H. L. HALOUAL, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me N. CHEVALIER *loco* Mes D. MATRAY et P. LEJEUNE, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. La partie requérante s'est mariée avec un ressortissant belge, le 9 mars 2009 au Maroc. Selon ses déclarations, elle est arrivée en Belgique le 20 juin 2010, munie de son passeport national revêtu d'un visa « *regroupement familial* ». Le 19 juillet 2010, elle a été mise en possession d'une annexe 15.

1.2. Le 29 juillet 2010, la partie défenderesse a pris une décision mettant fin au droit de séjour de la partie requérante, avec ordre de quitter le territoire.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

Dans son courrier du 24.06.2010 (référence [...]), le Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles a émis un avis négatif quant à la transcription du mariage de l'intéressée célébré à Tétouan (Maroc) le 09.03.2009. Le mariage ne pouvant sortir ses effets en Belgique, la personne concernée ne peut prétendre au séjour en qualité de conjoint belge ».

2. Exposé du moyen d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique « *de la violation des articles 1, 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du défaut de motivation, de la motivation inexacte, insuffisante, ou contradictoire, de l'erreur manifeste d'appréciation, du principe général selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments de la cause et de l'excès de pouvoir et du principe de la légitime confiance* ».

2.2. Elle soutient, en substance, que la motivation de la décision litigieuse équivaut à une absence de motivation en ce qu'elle consiste en un simple renvoi à l'avis du Procureur du Roi.

Dans son mémoire en réplique, pour justifier la compétence du Conseil et répondre à la note d'observations quant à ce, elle ajoute que la partie défenderesse « *devrait motiver sa décision par référence à des articles de la loi du 15 décembre 1980, par exemple article 7 et non en se référant à un avis du Procureur du Roi* ».

Elle ajoute avoir introduit un recours devant le Tribunal de première instance de Bruxelles.

3. Discussion.

3.1. Sur le moyen unique, à titre liminaire, le Conseil rappelle que l'exposé d'un « *moyen de droit* » requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué.

Le Conseil constate, en l'occurrence, que la partie requérante s'est abstenue, en termes de requête, de préciser de quelle manière l'acte attaqué violerait le principe de légitime confiance et n'a pas davantage exposé en quoi la partie défenderesse aurait commis une erreur manifeste d'appréciation. Il en résulte que le moyen est irrecevable quant à ce.

La partie requérante a en outre invoqué, sans le définir davantage, l'excès de pouvoir, notion qui recouvre une multitude d'illégalités possibles, et qui n'est dès lors pas suffisamment précise pour assurer la recevabilité d'un moyen.

3.2. Sur le reste du moyen, contrairement à la thèse soutenue par la partie requérante, la motivation de l'acte attaquée ne peut s'analyser en une simple motivation par référence puisque la partie défenderesse a repris dans celle-ci les éléments de l'avis du Procureur du Roi sur la base desquels elle a fondé sa décision. Le fait d'avoir indiqué la source de ces éléments n'est pas de nature à modifier cette analyse.

Il convient en outre de préciser qu'est suffisante la motivation de la décision qui permet à l'intéressé de connaître les raisons qui l'ont déterminée, et que l'autorité n'a pas l'obligation d'explicitier les motifs de ses motifs.

Ensuite, il incombe à la partie requérante, qui prétend à l'inexactitude de certains motifs, d'établir cette inexactitude, ce qu'elle est en défaut de faire.

3.3 Il résulte des considérations qui précèdent que le moyen pris n'est pas fondé

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-et-un mars deux mille onze par :

Mme M. GERGEAY,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK,	greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

M. GERGEAY